

# COP26 : un petit pas pour les négociateurs, un rendez-vous raté pour l'humanité

**Greenpeace** Publié le 13 novembre 2021

[https://www.greenpeace.fr/espace-presse/cop26-un-petit-pas-pour-les-negociateurs-un-rendez-vous-rate-pour-lhumanite/?utm\\_campaign=institut&utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=push\\_info\\_211128&codespec=7013V000000LK8s](https://www.greenpeace.fr/espace-presse/cop26-un-petit-pas-pour-les-negociateurs-un-rendez-vous-rate-pour-lhumanite/?utm_campaign=institut&utm_source=newsletter&utm_medium=push_info_211128&codespec=7013V000000LK8s)

## Climat : sur la base du texte d'accord actualisé à 18h10 GMT

Après avoir joué les prolongations, les négociateurs de la COP26 se sont finalement entendus samedi à Glasgow sur un texte d'accord. Las, la révolution attendue n'a pas eu lieu. Si l'objectif de 1,5° reste sur la table, les engagements pris nous mènent toujours vers un scénario catastrophique de réchauffement de +2,4°C à l'horizon 2100 par rapport à l'ère préindustrielle, et le texte de décision finale ne contient pas de disposition suffisamment contraignante pour combler rapidement le fossé avec l'objectif de l'Accord de Paris.

Les maigres avancées obtenues sont le résultat de la mobilisation des jeunes, des leaders des communautés autochtones, des activistes et des pays qui sont en première ligne du changement climatique sans qui ces négociations auraient été un total désastre.

L'appel à réduire de 45% les émissions de GES d'ici à 2030 est conforme à ce qu'il faut mettre en œuvre pour tenir l'objectif de +1,5° mais reste à voir comment il sera effectivement appliqué. En 2022, il sera crucial que les pays présentent des objectifs plus ambitieux.

Plusieurs annonces ont émaillé ces deux semaines de négociations, de l'arrêt de la déforestation en 2030 aux engagements sur le méthane en passant par la coalition pour la sortie progressive du gaz et du pétrole. Sans calendrier de mise en œuvre concret ni moyens contraignants pour les faire respecter, ces engagements restent pour le moment incantatoires. Si les pays les plus riches ont finalement commencé à prêter attention aux demandes des pays les plus vulnérables à recevoir des financements et des ressources pour faire face à l'augmentation des températures, les promesses sont loin de ce qu'il est nécessaire d'apporter sur le terrain.

Sur la question centrale des énergies fossiles, leur mention dans la décision finale constitue une première encourageante dans l'enceinte des conférences climat onusiennes, tout comme est essentielle la référence à une transition juste ; mais dans le monde réel, la faiblesse du langage utilisé et les précautions ajoutées en dernière minute ne confèrent aucun caractère contraignant ni n'imposent d'échéancier concret, ce qui contribuera à accroître les retards et le décalage de la communauté internationale vis-à-vis de l'urgence climatique.

Quant à l'article 6, censé régler la coopération internationale pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, il se trouve détourné de son sens initial pour autoriser la mise en place de compensations carbone massives, sous forme de marchés et de crédits inopérants et dangereux, qui risquent de vider rapidement l'Accord de Paris de toute substance. Les émissions doivent être réduites à la source, les pays riches et les multinationales doivent en porter en priorité la responsabilité.

Pour Clément Sénéchal, chargé de campagne climat pour Greenpeace France : *“Les États les plus riches, en dépit des alertes scientifiques qui s'accumulent, se sont montrés incapables de discuter d'un calendrier de sortie des énergies fossiles. Leur trahison est double : d'abord ils refusent de mettre sur la table les financements nécessaires pour que les pays les plus vulnérables puissent faire face au réchauffement climatique, ensuite ils mettent en place des crédits carbone pour pouvoir continuer à*

*polluer impunément, au risque de transformer l'Accord de Paris en gigantesque machine à greenwashing. Pour eux, le futur des jeunes générations et la survie de certains pays semblent pleinement négociables, mais pas les intérêts criminels de leurs industries fossiles.”*

*“La France semble avoir abandonné sa tutelle sur l'Accord de Paris. Repris de justice climatique, Emmanuel Macron s'est pourtant permis de venir les mains vides à la COP26, sans objectif plus ambitieux de réduction des émissions de GES, ni mesures additionnelles pour combler les retards accumulés. La France s'est contentée de rejoindre des initiatives non contraignantes, comme sur la déforestation ou l'aviation, ou encore en prenant des engagements sans effet concret sur son arsenal législatif. Son ralliement in extremis à la coalition sur la sortie progressive du gaz et du pétrole n'acte en rien la fin immédiate des nouveaux permis d'exploration d'hydrocarbures, pourtant indispensable pour respecter l'accord de Paris, selon l'Agence internationale de l'énergie. De même, l'initiative sur la fin des subventions internationales pour les projets d'hydrocarbures inclut une dérogation pour les projets dotés de dispositif de compensation ou de captage des émissions, et n'aura donc probablement aucun impact par exemple sur le soutien public de l'Etat au méga-projet gazier de Total en Arctique. Bref, de l'affichage facile en fin de quinquennat. Il devra en être tenu responsable dans les urnes. La priorité diplomatique française s'est portée ailleurs : parvenir à faire intégrer le gaz dans la taxonomie verte européenne, quitte à faire capoter un Green Deal déjà poussif.”*